

CONVENTION
« POLITIQUE DE LA VILLE 2018 »
PERIODE 1^{ER} JANVIER - 31 DECEMBRE
DE LA COMMUNE DE
SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Entre d'une part,

La Région de Bruxelles-Capitale,

représentée par son Gouvernement au nom duquel intervient Monsieur Rudi Vervoort, Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction Publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique, dénommée ci-après « la Région » ;

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017 ;

Et d'autre part,

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode, représentée par le Conseil communal, en la personne de Monsieur Emir Kir, Bourgmestre et Monsieur Patrick Neve, Secrétaire communal, qui agissent en exécution de la séance du Conseil communal du

Ci-après dénommés les autorités locales,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, l'article 35 octies ;

Vu la loi du 17 juillet 2000 déterminant les conditions auxquelles les autorités locales peuvent bénéficier d'une aide financière de l'État dans le cadre de la politique urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 8 ;

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget à la comptabilité et au contrôle, les articles 92 à 95

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2017 ;

Vu le protocole du 15 mai 2014 entre l'État Fédéral, d'une part et d'autre part la Région flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le transfert des moyens budgétaires et de personnel de la politique des grandes villes fédérale ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017 ;

Les autorités locales élaborent leur programme d'intervention pour la période 2018 ayant comme objectif une ville durable. Ce programme d'intervention constitue la base de cette convention.

Les autorités locales devront orienter leur programme d'intervention, en faveur des zones urbaines en difficulté. Les initiatives seront limitées en nombre et conduiront à des résultats visibles et durables. Lors du choix des initiatives, il sera tenu compte d'un lien évident avec les compétences régionales.

En déterminant leurs besoins sur base de leur diagnostic, les villes développent dans leur programme d'intervention un ou plusieurs des objectifs stratégiques tels que définis dans les conventions 2018 :

- Renforcer la cohésion sociale des quartiers en difficulté, via une mixité sociale et culturelle
- Contribuer à la réduction de l'empreinte écologique des villes
- Soutenir le rayonnement des villes

Les autorités locales s'engagent également à intégrer les priorités transversales suivantes dans l'élaboration et l'exécution de leur programme d'intervention :

- Insertion socioprofessionnelle
- Egalité entre hommes et femmes
- Diversité et interculturalité
- Participation des habitants.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé une méthodologie dans sa décision du 16/07/2015 sur la poursuite de la Politique de la Ville de 2016 à 2018 (phasing out).

Ce nouveau programme triennal « 2016-2018 » d'extinction des conventions actuelles doit permettre d'effectuer les phasing out définitifs et obligatoires.

Le montant octroyé sera dégressif d'année en année par rapport à la convention 2015. (70% en 2016, 50% en 2017 et 30% en 2018).

Les mêmes contraintes obligatoires imposées en 2015 seront d'application pour ce nouveau programme. Ce programme triennal d'extinction se fera par conventionnement annuel.

Si des montants devaient se dégager dans une convention notamment en fonction des actions de phasing out ou de transfert et que ce montant ne peut être réaffecté à un projet issu des conventions 2014 & 2015, la commune pourra proposer d'intégrer un projet en lien avec les axes définis dans la section « Politique de la Ville » au sein du projet d'ordonnance de revitalisation urbaine. Ce projet sera alors analysé et validé par le Ministre en charge de la Politique de la Ville lors de l'approbation des conventions.

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1

Article 1

Le programme d'intervention présenté par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode dans le cadre du Programme de la Politique de la Ville et résumé dans les dispositions particulières, est approuvé par la signature de la présente convention par toutes les parties signataires de la convention.

La subvention de l'autorité régionale pour la réalisation du programme pour 2018 est engagée intégralement avant le 31 décembre 2018 pour les dépenses de fonctionnement et de personnel et avant le 30 juin 2019 pour les dépenses d'investissement conformément aux décisions et aux conditions du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017.

CHAPITRE 2

LE PROGRAMME, LES OBJECTIFS STRATEGIQUES ET LES RESULTATS ENVISAGES

Article 2

Les parties concernées reconnaissent que les objectifs et projets formulés dans le programme d'intervention « Politique de la Ville 2018 » de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode s'inscrivent dans les options stratégiques générales mentionnées ci-dessus.

Les parties reconnaissent que le programme d'intervention proposé doit conduire, à court et moyen terme, à des résultats quantitatifs et qualitatifs démontrables.

Les autorités locales s'engagent à développer les indicateurs nécessaires à la mesure de ces résultats.

Article 3

Les autorités locales s'engagent à mettre tout en œuvre pour atteindre les objectifs et résultats projetés.

Les autorités locales s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer un suivi et un soutien permanent aux projets repris dans la présente convention. Dans cette optique, elles s'engagent à mettre en place une cellule de coordination pour la réalisation et le suivi du programme d'intervention.

Les autorités locales s'engagent à évaluer en profondeur leur programme d'intervention avec l'autorité régionale, sur la base des indicateurs proposés.

Pour l'année 2018, la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à octroyer à Saint-Josse-ten-Noode un subside financier de **177.386,70 €** pour l'exécution de la présente convention sous réserve de la disponibilité des crédits.

Article 4

Les autorités locales s'engagent à respecter la législation et les réglementations en vigueur, notamment dans le domaine des marchés publics, lors de l'exécution du programme d'intervention.

CHAPITRE 3

DIRECTIVES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Article 5

L'ensemble des directives administratives et financières 2016 à 2018 du programme triennal de phasing out sont reprises dans le document du même nom repris en annexe à la présente convention. Elles font partie intégrante de celle-ci. Elles s'appliquent à toutes dépenses effectuées à partir du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de la Région Bruxelles-Capitale de manière efficace et transparente, conformément aux dispositions de la présente convention et à fournir, à la demande, toute information utile sur l'affectation des crédits obtenus dans le cadre de cette convention. Elles permettront tout contrôle et prêteront toute l'assistance nécessaire en la matière.

La date ultime des engagements pour les subventions régionales dans les budgets locaux est fixée au 31 décembre 2018 pour les frais de personnel et de fonctionnement et pour les dépenses d'investissement, jusqu'au 30 juin 2019.

Les autorités locales s'engagent à rembourser les montants de la subvention, mentionnés à l'article 3, qui n'auraient pas été utilisés conformément aux articles 92 à 95 de l'Ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle.

Article 7

Les autorités communales communiqueront au Ministre de la Politique de la Ville, le nom du membre du Collège des Bourgmestre et Échevins qui sera en charge de la coordination du programme d'intervention, rentré par la Commune, dans le cadre du Programme Politique de la Ville. Les autorités communales communiqueront également au Ministre compétent le nom du coordinateur administratif du programme d'intervention.

Article 8

Les parties reconnaissent que la coopération entre les différents niveaux de pouvoir (Union Européenne, État fédéral, Région, Communauté) est essentielle pour atteindre les objectifs envisagés, éviter les doubles emplois et susciter l'adhésion de la population et des partenaires concernés.

Les autorités locales s'engagent à utiliser tous les moyens financiers dont elles disposent (moyens propres et fonds mis à disposition par d'autres autorités) pour réaliser les objectifs de cette convention de la manière la plus efficace possible.

CHAPITRE 4

SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

Article 9

Les autorités locales s'engagent à développer une méthode d'évaluation des objectifs opérationnels, en concertation avec la Région. Les résultats sont, de manière méthodique, évalués régulièrement au moyen d'indicateurs. La remise des évaluations intermédiaires et finales se feront selon les indications mentionnées au point 4.1 des directives financières et administratives.

CHAPITRE 5

ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET CONCERTATION

Article 10

Les parties s'engagent à échanger en temps utile toute information pertinente.

Un représentant du Ministre de la Politique de la ville ainsi qu'un membre de l'administration régionale en charge de la politique de la ville seront invités aux réunions prévues dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'intervention.

Article 11

La région s'engage à soutenir et à assister, dans la mesure de ses moyens, les autorités locales dans l'exécution de la présente convention, notamment par l'organisation de journées d'étude et d'information et par un suivi adéquat des demandes et questions émises ainsi que par la production des données pertinentes disponibles.

Article 12

Les parties s'engagent à se concerter régulièrement sur tous les aspects de la présente convention.

CHAPITRE 6

PUBLICITÉ DE LA CONVENTION. INFORMATION ET PARTICIPATION DE LA POPULATION

Article 13

Lors de tout événement et pour les investissements liés à l'exécution de la présente convention, les autorités locales s'engagent à communiquer au public l'origine des fonds utilisés et la présente convention : entre autres, par l'apposition du logo au nom de la Région sur les différents bâtiments, véhicules, matériels et dans la communication concernant les projets et les événements organisés autour de ceux-ci.

Article 14

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

PARTIE I
PROGRAMME 2018
01/01/2018 – 31/12/2018

Les montants repris sous la rubrique "Budget du projet" dans chaque fiche de projet, sont d'application, dès que les moyens financiers seront disponibles et ceci conformément à la décision et aux conditions du Conseil des Ministres du 7 septembre 2017.

Le paiement de cette subvention se fera dans les limites des crédits disponibles.

PROJET 1 – SERVICE DE GUIDANCE BUDGÉTAIRE (PHASING OUT)

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DANS LESQUELS LE PROJET S'INSCRIT :

OS1 - RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE DES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ, VIA UNE MIXITÉ SOCIALE ET CULTURELLE

OS2 - CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DES VILLES

OBJECTIF OPÉRATIONNEL 1.1: ACCOMPAGNER LE CITOYEN POUR FAIRE FACE AUX SUITES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DANS UN CONTEXTE DE RÉGRESSION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALISÉE

RÉSULTATS À ATTEINDRE

- Créer et faire fonctionner de manière structurelle un service de guidance budgétaire
- Mettre en œuvre avec l'individu/la famille des actions concrètes adaptées qui tiennent compte de sa situation de vie globale pour arriver à un équilibre budgétaire

OBJECTIF OPÉRATIONNEL 2.1 : UTILISER DE FAÇON RATIONNELLE LES RESSOURCES NATURELLES

RÉSULTATS À ATTEINDRE

- Utiliser de manière intelligente les ressources non renouvelables

DESCRIPTION DU PROJET

A Saint-Josse, une partie importante de la population souffre des retombées de la crise économique et financière. Saint-Josse reste, hélas, la commune avec le revenu le plus bas par habitant. De nombreux individus, ménages, familles s'enfoncent dans la spirale de l'endettement.

La Commune souhaite offrir, à tout citoyen qui en fait la démarche, un encadrement individuel ou collectif de guidance budgétaire, en faisant fonctionner un service organisé par l'asbl Maison de la Famille, sise rue de Liedekerke, 112 à 1210 Bruxelles, avec les objectifs suivants :

- encadrer la personne endettée dans sa gestion budgétaire en vue de parvenir à un équilibre financier
- l'orienter éventuellement vers un service de médiation de dettes (CPAS ou tout autre service qualifié)
- lui proposer un accompagnement collectif sous forme de réunions, échanges, débats autour de différentes thématiques :
 - la maîtrise financière : planification, calendrier budgétaire
 - la maîtrise du budget pour les postes « énergie » et « alimentation » : conférences sur les économies d'énergie (éviter les gaspillages), ateliers pratiques « alimentation » (réduction des dépenses, consommation de produits de saison, réduction du gaspillage alimentaire, alimentation équilibrée) dans le respect des différences culturelles
 - une mobilité plus intelligente et adaptée à ses besoins

Ces derniers éléments s'inscrivent dans une optique de réduction de l'empreinte écologique.

Ce projet a été lancé en 2013 : des locaux sont mis à disposition, aménagés et du personnel engagé et formé. Le service a fonctionné durant 4 mois au sein de La Maison de la Famille asbl en 2013 et toute l'année 2014 : les résultats ont confirmé la Commune dans la nécessité de développer ce projet, ce que confirment également les résultats des années 2015 & 2016.

Pour 2018, la Commune et la Maison de la Famille asbl continueront à veiller, comme précédemment, à rechercher des pistes de financements alternatifs en vue de pérenniser au mieux le projet de « guidance budgétaire/énergétique ». La Commune a intégré ce projet dans le futur quadriennat régional en se conformant toutefois aux règles définies dans l'Ordonnance et l'Arrêté et en le réorientant.

Le projet développera des partenariats spécifiques avec le CPAS en matière de médiation de dettes, avec le Centre d'appui aux services de médiations de dettes (CMD) de Bruxelles et avec les associations actives sur le territoire communal.

Le projet continuera à être mené en transversalité avec différents départements communaux qui pourront si nécessaire orienter leur public vers le service de guidance budgétaire. Le département Prévention, par exemple, entretient de nombreux contacts de première ligne avec des citoyens en recherche d'une telle guidance, via l'action des travailleurs sociaux (médiateurs scolaires, de proximité et de quartier, éducateurs de rue, gardiens de la paix, etc.).

Les deux postes de travail et le service sont basés Rue de la Poste, 51-53 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

ACTIONS PRÉVUES

- Élaboration et conclusion d'une Convention de Partenariat avec l'ASBL « Maison de la Famille »
- Réalisation du projet par l'ASBL « Maison de la Famille » - voir actions ci-dessous :
 - 2 ETP, pour l'accompagnement individuel et collectif des personnes endettées
 - Communication : journal communal et dépliant spécifique
 - Identification des besoins en collaboration avec le CPAS
 - Élaboration d'une méthode d'accompagnement en guidance budgétaire
 - Récolte d'outils pédagogiques relatifs à la guidance budgétaire
 - Conception d'outils d'auto-évaluation de la consommation pour les ménages
 - Organisation et planification annuelle de débats, conférences, etc., relatifs aux thématiques évoquées ci-dessus, en collaboration avec les autres départements communaux
 - Accueil et accompagnement individuel
 - Recherche de pistes alternatives de financement en vue de pérenniser le projet

PRINCIPES GÉNÉRAUX INTÉGRÉS AU PROJET

- Égalité entre hommes et femmes
- Diversité et interculturalité

PROMOTEUR DU PROJET

Personne de contact : **Joëlle DEWALHENS**, Directrice de l'asbl Maison de la Famille

Adresse : rue de Liedekerke, 112 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode

Mail : info@maisonfamille.be – Tél : 02/220 26 61

Partenaires du projet

- Services communaux (Département prévention, affaires sociales, etc.)
- Services de médiation de dettes : CPAS, CMD, etc.
- Tissu associatif

BUDGET DU PROJET (EN €)

Période	Personnel	Fonctionnement	Investissements	Total
01/01/2018-31/12/2018	30.000,00 €	0,00 €	0,00 €	30.000,00 €

Personnel : 2 ETP au total financés de la manière suivante :

1/ Hoh Chee Theng – 1 ETP niveau B – CDI : 30.000,- € financés par Politique de la Ville 2018 Phasing out & 30.800,- par Politique de la Ville Phasing In.

2/ Delphine Berghmans – 1 ETP niveau B – CDI : pas de financement par Politique de la Ville 2018 Phasing Out.

- 2,5/5 temps plein c'est-à-dire 50% du salaire, soit environ 22.590,- financés par PV Phasing In 2018.

- 2,5/5 temps plein co-financé par la CoCof (Cohésion sociale), soit 22.500 €, pour accompagnement collectif (activités de perfectionnement en langue française - cours d'alpha écrit/formation de base centrés sur le budget - et initiation à l'outil Web visant de meilleures possibilités de participation active du public à la vie en société, au vivre ensemble, à l'égalité des chances et à l'autonomie des citoyens).

Fonctionnement : /

Investissements : /

PROJET 2 - GESTION, AMÉNAGEMENT ET ANIMATION DES ESPACES PUBLICS

PHASING OUT ACHÉVÉ POUR CE PROJET EN 2016

PROJET 3 – MAISON DES CULTURES ET DE LA COHÉSION SOCIALE

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DANS LESQUELS LE PROJET S'INSCRIT :

OS : **RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE DES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ, VIA DES POLITIQUES DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES PERMETTANT DE RENFORCER LA CULTURE COMME « MIEUX VIVRE ENSEMBLE »**

OBJECTIF OPÉRATIONNEL 1.1 : **CRÉATION D'UNE MAISON DES CULTURES ET DE LA COHÉSION SOCIALE – ÉTUDE ÉLARGIE ET INTÉGRÉE**

RÉSULTATS À ATTEINDRE

- Étude architecturale et technique de l'ensemble du site de la « Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale » situé sur l'îlot Scailquin (entre la chaussée de Louvain et la rue Scailquin).

OBJECTIF OPÉRATIONNEL 2.1 : **CRÉATION D'UNE MAISON DES CULTURES ET DE LA COHÉSION SOCIALE – TRAVAUX DE RÉNOVATION**

RÉSULTATS À ATTEINDRE

- Travaux pour la création d'une Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale.

DESCRIPTION DU PROJET

Dans le cadre de sa politique générale, la Commune a pour objectif stratégique de renforcer le « vivre ensemble » et, de manière générale, la cohésion sociale dans la commune. A cette fin, elle a obtenu de pouvoir réaliser un Contrat de Quartier pour le quartier qui se situe autour de la Chaussée de Louvain (Contrat de Quartier « Axe Louvain »).

La mise en valeur du « fait culturel » et son accessibilité à tous les tennodois, quelle que soit leur origine culturelle ou leur classe sociale, constituent un vecteur privilégié pour parvenir à cette fin, tout particulièrement à Saint-Josse-ten-Noode où vivent et se côtoient de multiples cultures d'origines différentes (environ 130 nationalités différentes).

Le regroupement des parcelles où se situent l'ancien cinéma « Le Marignan » (chaussée de Louvain) et « La Chappelle » (rue Scailquin), situé sur le périmètre du Contrat de Quartier Axe Louvain est une opportunité unique de développer au sein de la commune un pôle culturel et social d'importance qui comprendra une salle polyvalente de spectacles, des salles multi-fonctions, des locaux pour les associations, une cafétéria, un restaurant pédagogique et/ou social et, enfin, du logement à caractère social. **Le projet est dénommé « Maison des Cultures et de la Cohésion sociale » (MCCS) dans le Contrat de Quartier « Axe Louvain ».**

Le projet a pour ambition de créer un véritable site/pôle culturel multi-fonctionnel au cœur même de l'îlot Scailquin. L'impact prévu se décline tant au niveau culturel que socio-économique pour l'ensemble du quartier et même de la commune.

L'achat des bâtiments a déjà été réalisé par le Service communal de la Rénovation Urbaine.

Vu l'ampleur, l'ambition et les impacts de la MCCS, la commune de Saint-Josse-ten-Noode souhaite mettre en place un financement intégré de l'ensemble du projet qui allie différents subsides régionaux dont les subsides « Contrat de Quartier » mais également d'autres sources de subvention et offre une plus grande sécurité au niveau de la réalisation de l'ensemble du projet.

Dans cette optique, la commune de Saint-Josse-ten-Noode souhaite que le programme « Politique de la Ville » contribue de manière complémentaire, via le plan triennal d'extinction, au financement du projet, dans une vision intégrée avec celle développée dans le cadre du Contrat de Quartier « Axe Louvain ».

En 2016, le Programme de la « Politique de la Ville » a financé l'étude architecturale et technique.

En 2017 et 2018, il est proposé que la Politique de la Ville contribue au financement de la suite de l'étude et éventuellement des travaux de la MCCS.

ACTIONS PRÉVUES+TIMING

- 2016 - Étude architecturale et technique élargie et intégrée relative à la « Maison des Culture et de la Cohésion Sociale ».
- 2017 – 2018 – Suite de l'étude et travaux de rénovation : financement à hauteur de la subvention.

PRINCIPES GÉNÉRAUX INTÉGRÉS AU PROJET

- Financement intégré d'un projet d'infrastructure de quartier

PROMOTEUR DU PROJET

Personnes de contact : **Sergio VALLIER-PEETERS**, Responsable du Service de la Rénovation Urbaine

Mail : svallierpeeters@stjosse.irisnet.be – Tél : 02/220 27 52 – Mobile : 0494/577 882

Adresse : Avenue des Arts, 9 - 1210 SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

PARTENAIRES DU PROJET

- Direction de la Rénovation Urbaine – volet « Contrats de Quartier »
- Direction des Monuments et Sites

BUDGET DU PROJET (EN €)

Période	Personnel	Fonctionnement	Investissements	TOTAL
01/01/2018 - 31/12/2018	0,00 €	0 €	132.386,70 €	132.386,70 €

Personnel : / néant

Co-financement : Un tableau récapitulatif détaillé & actualisé des co-financements est annexé à la présente.

Financements part : Contrat de Quartier Durable « Axe Louvain » 2014-2019 - Politique de la Ville, Phasing In & Out, Commune.

Les acquisitions ont été effectuées en 2015. Les dépenses pour les études et travaux entre 2017 et 2019.

COORDINATION

RESPONSABLE POLITIQUE DU CONTRAT

Nom : Emir KIR, Bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode
 Adresse : Avenue de l'Astronomie, 13 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode
 Tél: 02/220 28 39 (secrétariat) Mail : bgm@stjosse.irisnet.be

COORDINATRICE DU CONTRAT

Nom : Nathalie ISTA, Secrétaire d'administration, Cabinet du Receveur communal - Cellules Taxes & Recettes
 Adresse : Avenue de l'Astronomie, 13 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode
 Tél : 02/220 28 88 Mail : nista@stjosse.irisnet.be

MEMBRES ET FONCTIONS DE LA CELLULE DE COORDINATION

Nom: Nathalie ISTA (niveau A1.1)
 Fonction : Secrétaire d'administration
 Adresse : Av. Astronomie, 13 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode

COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE

Responsables politiques : Emir KIR, Bourgmestre

Services communaux : Patrick NEVE, Secrétaire communal – Jean-Louis DENIES, Receveur communal - Joëlle DEWALHENS, Responsable de la Maison de la Famille – Sergio VALLIER-PEETERS, Responsable du Service de la Rénovation Urbaine – Brendan Culley, Coordinateur Contrat de Quartier « Axe Louvain ».

Organes d'avis et de concertation :

Représentant du Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Politique de la Ville : Marc MOHY

Représentant de l'administration de la PV (BDU) : Murielle RASQUIN

Associations :

Externes : à définir

BUDGET DU PROJET (EN €)

Période	Personnel	Fonctionnement	Investissements	Sous-totaux
01/01/2018 - 31/12/2018	15.000,00 €	0 €	0 €	15.000,00 €

CO-FINANCEMENTS ÉVENTUELS

* Salaire de Nathalie Ista : 1 ETP – CDI - financé à hauteur de +/- 20 % par la Politique de la Ville, le reste étant financé par des fonds propres communaux.

PREVISION DE PROGRAMME 2018 – TABLEAU FINANCIER - PERIODE 01/01/2018 – 31/12/2018

	Personnel	Fonctionnement	Investissements	Sous-totaux
PROGRAMME				
Projet 1: Guidance budgétaire	30.000,00 €	0,00 €	0 €	30.000,00 €
Proposition Projet 3 : Projet MCSS - Maison des Cultures et de la Cohésion sociale (Travaux de rénovation)			132.386,70 €	132.386,70 €
COORDINATION				
Nom: ISTA Nathalie	15.000,00 €	0,00 €	0 €	15.000,00 €
Total général	45.000,00 €	0,00 €	132.386,70 €	177.386,70 €

PROGRAMME 2018 – TABLEAU DU PERSONNEL - PERIODE 01/01/2018 – 31/12/2018

	Personnel	Équivalent temps plein à charge de PV 2018 Phasing Out	Co-financements
PROGRAMME			
Projet 1: Guidance bud- gétaire	Hoh Chee Theng	1/2 ETP	30.000,00 € ½ ETP Politique de la Ville Pha- sing IN 2018
	Delphine Berghmans	0 ETP	0,00 € 1/2 ETP cofinancé par CoCof (Cohésion sociale) - 22.500 € - pour accompagnement collectif. 1/2 ETP, financé par Politique de la Ville Phasing IN 2018
COORDINATION			
Nom: ISTA Nathalie	Nathalie Ista	1/5 ETP (environ)	15.000,00 € 20% (1/5 temps) financés par PV 2018. 80% (4/5 temps) financés sur Fonds propres communaux.
Total général		45.000,00 €	

SIGNATURES

Pour la Région de Bruxelles-Capitale

Monsieur Rudi Vervoort,

Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

Pour la Commune

Monsieur Emir Kir,
Bourgmestre

Monsieur Patrick Neve,
Secrétaire communal